

Le gouvernement péruvien présente un recours pour éviter la destitution du président Vizcarra



Le président Vizcarra lors de son investiture en mars 2019 à Lima. Photo: Reuters

Lima, 14 sept (RHC) Le gouvernement péruvien a présenté ce lundi un recours judiciaire pour annuler la procédure de vacance ou destitution engagée au Parlement contre le président Martin Vizcarra. La motion de vacance adoptée vendredi accuse le président de mentir sur l'irrégularité de l'embauche.

Le procureur général du Pérou, Alberto Huerta, a décidé de présenter le recours devant la Cour constitutionnelle (TC). L'appel du gouvernement met en cause les motifs de la vacance pour "incapacité morale permanente", un motif vague et douteux prévu par la Constitution.

En outre, la ministre de la Justice, Ana Neyra, Huerta a confirmé qu'elle demandera une mesure de précaution pour bloquer jusqu'à ce que la Cour constitutionnelle se prononce sur le procès, la session parlementaire convoquée pour vendredi prochain afin de décider du licenciement du président.

La mesure provisoire est due au fait que le tribunal ne pourra pas se prononcer sur le fond avant ce jour et vise à empêcher que le licenciement de Vizcarra n'intervienne avant la décision du TC.

La bataille juridique commence lorsque le projet de vacance du président perd de sa force, au milieu du rejet de la majorité qui, bien qu'elle estime que Vizcarra doit faire l'objet d'une enquête, considère que la vacance est inutile et motivée par les ambitions politiques de ses promoteurs.

Ce secteur accuse le gouverneur de collusion, selon un enregistrement audio qui a déclenché la crise, avec ses collaborateurs pour mentir au procureur qui enquêtait sur l'embauche du chanteur Richard Cisneros comme consultant auprès du ministère de la Culture, sans avoir les titres académiques pour le faire.

L'effort pour démettre Vizcarra de ses fonctions a été affaibli en raison du peu de soutien qu'il a obtenu jeudi dernier, lorsque le Congrès a approuvé avec une rapidité inhabituelle l'admission au débat de la motion de vacance de poste, avec les voix de seulement 65 des 130 membres du Congrès, soit beaucoup moins que ce qui était nécessaire pour démettre le président.

En outre, des représentants des partis Alliance pour le progrès (APP) et Nous pouvons Peru (PP) se sont prononcés contre le parti et l'un d'entre eux, Daniel Urresti, a condamné la tentative du président du Congrès, Manuel Merino, de contacter des hauts responsables militaires, ce que le gouvernement considère comme déstabilisant.

Pendant ce temps, au cours du week-end, on a rendu public des audios obtenus furtivement qui parlent des trajectoires typiques des scandales du show-business, impliquant le président, Cisneros, la secrétaire général du palais du gouvernement, Mirian Morales, et la secrétaire du président, Karem Roca.

Le Premier ministre, Walter Martos, a confirmé hier soir la démission de Morales et le licenciement de Roca, ce dernier ayant indiqué être la personne qui a enregistré l'audio qui a le plus affecté Vizcarra.

Dans un autre enregistrement, Cisneros dit à un conseiller de la commission du congrès chargée d'enquêter sur l'affaire qu'il s'attend à ce que Vizcarra lui verse l'équivalent d'environ trois mille dollars "et le trahisse ensuite", bien que l'on prétende que la loquacité du personnage et son empressement à comprendre ce qu'il fait le rendent peu crédible.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/234052-le-gouvernement-peruvien-presente-un-recours-pour-eviter-la-destitution-du-president-vizcarra>



Radio Habana Cuba